

PRÉFET DU BAS-RHIN

Préfecture

Direction de la Coordination des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial

Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique

ARRÊTÉ

du **21 FEV. 2019**

mettant la société FULCHIRON Alsace en demeure de respecter  
certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2010  
autorisant la société FRIEDRICH Sablières de Quartz  
à poursuivre l'exploitation d'une carrière de sable  
sur le territoire de la commune de Haguenau

Le Préfet de la Région Grand Est  
Préfet de la Zone de défense et de sécurité Est  
Préfet du Bas-Rhin

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.511-1, L.512-1, L.171-8 et R.181-43 ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions  
des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2010 autorisant la société FRIEDRICH Sablières de Quartz à  
poursuivre l'exploitation d'une carrière de sable sur le territoire de la commune de Haguenau ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 mai 2017 portant transfert de l'autorisation d'exploiter la carrière et les autres  
installations classées situées à Haguenau ;

Vu le rapport, transmis à l'exploitant, de l'inspection des installations classées en date du 13 février 2019 ;

CONSIDÉRANT que la société FULCHIRON Alsace a été autorisée à exploiter une carrière et des  
installations associées situées à Haguenau par arrêté du 12 mai 2017 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'extraction de matériaux n'a pas été réalisée selon le phasage prévu par l'arrêté du  
29 décembre 2010 ; que l'extraction de matériaux n'a pas été réalisée jusqu'à la profondeur prévue par  
l'arrêté du 29 décembre 2010 ;

CONSIDÉRANT que la remise en état de la carrière n'a pas été réalisée telle que prévue par l'arrêté  
précité ; que ces modifications n'ont pas été portées à la connaissance du préfet avec tous les éléments  
d'appréciation ;

CONSIDÉRANT que la résistance et le bon état de l'ouvrage de génie civil permettant le franchissement de  
la canalisation de gaz « Geudertheim - Wissembourg » n'a pas été contrôlé périodiquement ;

CONSIDÉRANT que le plan d'exploitation dressé le 30 janvier 2018 par le cabinet PETTIKOFFER ne  
comporte pas tous les éléments mentionnés à l'article 17 de l'arrêté du 29 décembre 2010 ; que le plan  
d'exploitation n'a pas été transmis à l'Inspection des installations classées en 2018 ;

CONSIDÉRANT que l'aire de distribution de liquides inflammables n'est pas reliée à un séparateur d'hydrocarbures régulièrement entretenu et vidangé ;

CONSIDÉRANT que certains paramètres n'ont pas été analysés dans le cadre de la dernière campagne de surveillance des eaux souterraines au niveau du bassin d'eau claire ; que le niveau piézométrique de la nappe n'a pas été relevé au cours de la dernière campagne ; que les résultats des analyses ne sont pas accompagnés de commentaires pertinents ; que les résultats des analyses n'ont pas été communiqués à l'Inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que des modifications ont été apportées aux conditions d'exploitation prévues (phasage d'exploitation, phasage de remise en état, conditions de remise en état) ; que les conséquences de ces modifications sur le montant des garanties financières n'ont pas été évaluées ;

CONSIDÉRANT que le dispositif de coupure de l'alimentation en combustible n'est pas clairement repéré et indiqué dans les consignes d'exploitation ; qu'il ne comporte pas d'indication du sens de la manœuvre et le repérage des positions ouverte et fermée ;

CONSIDÉRANT qu'une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère n'a pas été réalisée depuis trois ans au niveau de l'installation de combustion ;

CONSIDÉRANT cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations, le préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'il détermine ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : La société FULCHRION Alsace, dont le siège social se trouve RN419 67620 SOUFFLENHEIM, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour l'installation qu'elle exploite à la même adresse :

- Article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 28 avril 2014, dès la prochaine campagne de surveillance des eaux souterraines :  
*Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L.512-3, L.512-5, L.512-7 et L.512-10 du Code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.*  
*La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.*
- Article 7 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2010 repris ci-après, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté :  
*Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.*
- Article 11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 décembre 2010 repris ci-après, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :  
*La résistance et le bon état de l'ouvrage de génie civil permettant le franchissement de la canalisation de gaz « Geudertheim – Wissembourg » sont contrôlés de façon périodique de manière à garantir son efficacité quant à la protection de l'ouvrage.*

- Article 15 de l'arrêté du 29 décembre 2010 repris ci-après, dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté :

*L'exploitation doit permettre un défruits maximum du gisement en profondeur sous réserve de la stabilité des berges, donc traverser les éventuelles couches argileuses, conglomératiques ou limoneuses présentes.*

*L'extraction a lieu sur la totalité du gisement, soit jusqu'à la cote 117,70 m NGF.*

- Article 17 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 décembre 2010 repris ci-après, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :

*Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation orienté, à l'échelle de 1/750<sup>e</sup>.*

*Sur ce plan seront reportés :*

- Les dates des levées ;
- Le périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter, ainsi que les abords dans un rayon de 50 m ;
- Les bords de la fouille ;
- Les limites de sécurité ;
- Les altitudes des points significatifs, y compris des cotes prises au sein du plan d'eau résultant de l'extraction, de manière à vérifier la profondeur de l'excavation ;
- La position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique ;
- La position des dispositifs de clôture ;
- L'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte ;
- Les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières ;
- L'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état ;
- Les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;
- Les cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière.

- Article 19 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 décembre 2010 repris ci-après, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

*Le plan d'exploitation est conservé sur le site et tenu à la disposition des agents mandatés pour assurer le contrôle de l'exploitation. Ce plan comprenant tous les éléments visés à l'article 17, est communiqué à l'inspection des installations classées au cours du premier trimestre qui suit l'année du relevé.*

- Article 21 de l'arrêté du 29 décembre 2010 repris ci-après, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté :

*L'aire de distribution de liquides inflammables est reliée à un séparateur d'hydrocarbures régulièrement entretenu et vidangé. Les factures d'enlèvement sont conservées et présentées à l'inspection des installations classées sur sa demande.*

- Article 28.2 de l'arrêté du 29 décembre 2010 repris ci-après, dans un délai de 10 mois à compter de la notification du présent arrêté :

*Un contrôle de la qualité des eaux est réalisé une fois par an, dans le courant du troisième trimestre de l'année.*

*Les analyses portent sur les paramètres hydrocarbures et métaux lourds.*

*Les prélèvements sont réalisés dans le bassin d'eau fraîche et dans les deux puits de contrôle présents sur le site lorsque la présence d'eau est avérée.*

*Les résultats des analyses, accompagnés de commentaires pertinents, seront communiqués à l'inspection des installations classées avant la fin du mois de février qui suit l'année du prélèvement.*

*Le niveau piézométrique de la nappe est relevé est consigné lors de chaque prélèvement.*

- Article 31.2 de l'arrêté du 29 décembre 2010 repris ci-après, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté :  
*Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.*
- Article 32.4 de l'arrêté du 29 décembre 2010 repris ci-après, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :  
*Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion.*  
*Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :*
  - *Dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;*
  - *À l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage de combustible.**Il est signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.*
- Article 32.18 de l'arrêté du 29 décembre 2010 repris ci-après, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :  
*L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur.*  
*Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.*

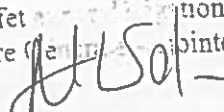
**Article 2 :** Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de cette mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

**Article 3 :** La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg par voie postale (31, avenue de la paix, 67000 STRASBOURG) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).  
Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

**Article 4 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société FULCHIRON Alsace par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Haguenau.

Le Préfet,

Pour le Préfet  
La Secrétaire (e)  
  
Nadia IDRI